

Le quotidien difficile des vérificateurs d'impôts

Suite au drame survenu dans le Pas-de-Calais, le 21 novembre, deux vérificatrices des impôts témoignent de leurs conditions de travail parfois compliquées.

Depuis le lundi 21 novembre, les agents des finances publiques, et plus particulièrement les vérificateurs des impôts, sont en deuil suite à la mort de leur collègue Ludovic Montuelle lors d'un contrôle fiscal dans le Pas-de-Calais. L'agent du fisc, venu chez un brocanteur avec une des collègues, a été séquestré. Il-goté puis tué. « *Sils étaient deux pour effectuer ce contrôle, c'est que l'homme rencontré était déjà connu des services comme*

quelqu'un de possiblement dangereux. On attend les résultats de l'enquête pour comprendre comment un tel drame a pu arriver alors qu'ils étaient deux », témoigne anonymement deux vérificatrices des impôts du Loir-et-Cher qui ont décidé de prendre la parole pour décrire leurs conditions de travail.

Téléphones, voitures, fiches de signalement
Leur mission principale consiste à se déplacer dans des en-



Les vérificateurs des impôts contrôlent essentiellement des PME et des TPE au domicile des chefs d'entreprises quand il s'agit du siège social. (Photo NR, Jérôme Dutac)

économie

Territoires Développement affiche ses ambitions

Territoires Développement, la société d'économie mixte de la région dédiée à l'immobilier, affiche de nouvelles ambitions pour soutenir l'économie régionale. Présidée par Yvan Saunet, l'ancien patron de la chambre de commerce et d'industrie du Loir-et-Cher, elle est le bras armé de la Région pour financer la construction ou la réhabilitation de locaux industriels ou d'activités au profit d'entreprises qui veulent se développer. « *Nous sommes des facilitateurs pour des entreprises qui n'ont pas un accès évident au crédit ban-*

caire », résume le président. En une dizaine d'années, elle a mené 24 opérations en patrimoine pour plus de 100.000 m² de surface avec près de 1.200 emplois à la clé, sur tous les départements de la région à l'exception du Loiret.

Parmi les projets les plus emblématiques, on peut citer le déménagement du fabricant de matelas Treca, de Beaugency à Mer en 2012, ou la construction de l'usine Caillau à Romorantin, qui fabrique des colliers de serrage pour les durites.

Cette année, elle a financé l'extension du site loué à la société

Rioland à Châteauroux, ou encore la construction de 11 maisons individuelles pour des seniors, toujours dans l'Indre à Luçay-le-Mâle, pour l'extension de la résidence Espoir Soleil. Et actuellement, elle planche sur un gros projet sur l'aéroport du Déols autour du démantèlement d'avions, sur lequel elle devrait se prononcer prochainement.

Née à l'initiative du Département du Loir-et-Cher, cette SEM a basculé dans le giron de la Région en 2017 lorsqu'elle a récupéré la compétence économique. Avec la fin de la crise

reprises, généralement des PME ou des TPE, pour contrôler leurs déclarations fiscales et s'assurer de leur conformité. Des vérifications qui se font pour certaines au domicile des gérants d'entreprises quand il s'agit aussi du siège social de leur société. « *Le plus compliqué pour nous, c'est la première intervention et la dernière où l'on annonce un éventuel redressement sur un impôt ou bien une menace de liquidation.* » Des mauvaises nouvelles, qui pour les deux vérificatrices ont déjà donné lieu à des agressions verbales, mais jamais physiques. « *Il y en a aussi qui sont adeptes de l'intimidation en lâchant leur chien à notre arrivée pour générer de la peur ou bien en nous mettant à disposition un espace de travail dans un cagibi pour qu'on ne soit pas se-retin.* »

Des conditions difficiles qui représentent 10 % des cas d'après elles. « *Le reste du temps, ça se passe bien !* », tempèrent les deux vérificatrices, qui se déplacent pour leur rendez-vous avec des voitures professionnelles. « *Jusqu'en 2017, on utilisait nos voitures personnelles. En y repensant, c'est fou de se dire qu'on a travaillé ainsi car il était très facile pour une personne de nous retrouver avec la plaque d'immatriculation. Même les téléphones portables, il n'y a pas si longtemps nous n'en avions pas de professionnels.* » Autre point d'amélioration notoire : l'apparition des fiches de signalement. « *Ça a été un combat pour les*

avoir alors que c'est utile en cas d'insultes ou de menaces verbales et/ou physiques. On s'en sert de manière vraiment exceptionnelle avec tout de même un seuil de tolérance. »

Des agressions verbales, jamais physiques

Si les conditions de travail des deux vérificatrices des finances publiques se sont nettement améliorées ces dernières années, elles souhaiteraient voir leur métier encore plus sécurisé. « *Idealement, on aimerait pouvoir réaliser tous les con-*

en savoir plus

« On a besoin de soutien »

Bien avant le drame survenu dans le Pas-de-Calais, le 21 novembre 2022, les syndicats des agents des finances publiques avaient émis le souhait de recevoir plus de soutien de la part du gouvernement. Une demande qui fait notamment suite aux propos tenus par Emmanuel Macron, en 2019, devant des entrepreneurs à propos des contrôles sur les impôts : « *Vous pouvez le dire de ma part : quand quelque un arrive et pour la première fois vous met la douille, vous dit je vous mets tout de suite les pénalités plein pot, vous pourrez lui dire, j'ai vu*

trôles en binôme, mais nous n'avons pas les effectifs nécessaires. » Quant à la possibilité que les gérants d'entreprises se déplacent, la loi ne le permet pas pour le moment. « *Dans tous les cas, on aura toujours besoin de se rendre sur place pour constater les lieux d'exploitation d'une société* », ajoutent-elles. Actuellement en Loir-et-Cher, les vérificateurs ne disposent pas d'un suivi psychologique, mais uniquement d'une visite annuelle chez le médecin du travail. Chaque année, un agent à temps complet réalise treize contrôles en moyenne.

Antoine Richard

le président de la République, il nous a dit qu'il y a le droit à l'erreur ! »

sylvain Chardon, secrétaire départemental du syndicat Solidaires Finances publiques, émet ainsi le souhait de voir l'utilité du contrôle fiscal être réaffirmé par les politiques. « *On a besoin de ce soutien car chaque année, on lutte contre la fraude fiscale qui se chiffre à plusieurs dizaines de milliards d'euros. On souhaite également que l'État arrête de supprimer des emplois publics. Depuis 2000, les Finances publiques ont perdu 3.000 postes, et ce n'est pas fini !* »

à suivre

La NR de Loir-et-Cher sur les réseaux sociaux. Sur Facebook : La Nouvelle République Loir-et-Cher sur Twitter : @NRBLois et @NRfaitsdivers41 et sur Instagram : @anr41

l'essentiel

- > p. 4 Faits divers
- > p. 10 et 11 Blois
- > p. 17 à 19 Vendôme
- > p. 20 à 24 Romorantin
- > p. 26 et 27 Petites annonces
- > p. 29 à 32 Sports
- > p. 34 Télévision
- > p. 41 Jeux
- > p. 42 Météo

Christine Berkoviccius